



l'évasion fiscale (Plus de 10% du PIB) et l'utilisation de fonds européens (6 milliards). Il répondra à l'urgence humanitaire (2 milliards d'euros) notamment en prenant en charge les dépenses d'électricité de 300 000 familles en dessous du seuil de pauvreté, en subventionnant l'alimentation des familles pauvres, en diminuant le prix des titres de transport pour les chômeurs de longue durée, en augmentant les aides aux retraités etc. Il soutiendra la croissance en supprimant la taxe foncière des petits propriétaires, en relevant le seuil de revenus imposables, en créant une banque d'investissement et en mettant fin aux privatisations. Il favorisera l'emploi (5 milliards) en créant 300 000 emplois publics et privés, et en rétablissement le salaire et le droit du travail à son niveau d'avant 2008 – 2009.

A 28%, Syriza est en tête des intentions de vote depuis plusieurs mois. Victorieux aux élections européennes, et deuxième parti représenté à la Vouli, le Parlement grec, avec 71 sièges, il dirige déjà l'emblématique Attique. Aux élections législatives de juin 2012, Alexis Tsipras n'avait pas réussi à former un gouvernement de coalition, ne disposant pas de suffisamment de députés acquis à son programme anti-austérité.

Le Pasok, « socialiste », laminé, accepta alors une alliance avec Nouvelle Démocratie, le parti conservateur d'Antonis Samaras, pour continuer le travail de Georges Papandréou et consorts. C'est à dire la tutelle directe de la Troïka, groupe de fonctionnaires du FMI, de la BCE et de la Commission européenne, qui ruina le pays avec des coupes dans les budgets, des baisses drastiques des salaires, des privatisations à tout va, et de fortes augmentations d'impôts. Le gouvernement recevait en retour des prêts garantis par l'Union européenne, de telle sorte qu'il rembourse ses créanciers - allemand, français, le FMI et le Fonds européen de stabilité financière. C'est pourquoi derrière cette Troïka qui administre de facto le pays, se trouvent Angela Merkel et Wolfgang Schaüble, respectivement impératrice et premier consul d'Europe. La chancelière et le ministre des finances allemands sont les vrais gouvernants. S'ils ont décidé de préserver la Grèce dans la zone euro en 2012, il semble que l'arrivée au pouvoir de Syriza pourrait les faire changer d'avis.

Depuis le début de l'austérité, le pays vit une crise économique, sociale et politique. Economique, puisque le PIB a chuté de 25% depuis 2009, la dette représente 175% du PIB (115% en 2009). Sociale, comme le montrent tous les indicateurs : le taux de chômage est exceptionnellement élevé à 25 %, la Grèce présente un des taux de pauvreté le plus élevés d'Europe à 23,1%. Le peuple souffre de toutes les pénuries alors qu'une oligarchie constituée du clergé orthodoxe, des entreprises proches de Nouvelle Démocratie et de l'armée semble à l'abri de l'austérité. Crise politique enfin. Le compromis depuis la fin de la dictature des colonels est tombé. Le régime n'est plus bipartite. Si Syriza est ainsi au devant de la scène politique grecque, toutes les cartes du système politique sont aussi rebattues. Le Pasok ne pèse presque plus rien, totalement discrédité par l'austérité qu'il a commencé à imposer à son peuple. Georges Papandréou, son ancien leader, a recréé un nouveau parti. Le parti néo-nazi Aube dorée monte également inexorablement. Les violences ces dernières années ont repris envers des militants de gauche.

C'est dans ce contexte qu'Antonis Samaras a voulu accélérer l'histoire. En décidant de l'élection anticipée du président de la République en sachant pertinemment que son favori, l'ancien commissaire européen Stavros Dimas, ne recueillerait pas les 180 voix requises, Samaras a

voulu affronter Tsipras. En effet, l'échec au troisième tour de l'élection du président provoque mécaniquement des élections législatives anticipées. C'est pourquoi depuis des semaines déjà, il mène une campagne active contre Syriza, en l'accusant de tous les maux du pays, en jouant sur les peurs. Son axe de campagne est choisi depuis longtemps : « C'est moi ou le chaos ». Et le chaos, bien entendu c'est Syriza. Il faut avouer que le parti de gauche fait peur dans les hautes sphères du pouvoir. Il affole les marchés, l'éventualité de son arrivée au pouvoir provoque la hausse subite des taux d'intérêt sur les titres de dette, si bien que Pierre Moscovici, le nouveau commissaire européen à l'Economie est venu faire campagne à Athènes pour Samaras, que Jean-Claude Juncker, le nouveau président de la Commission a affirmé son inclination à voir « des visages familiers » au pouvoir. Ne se rappelle-t-il pas avoir débattu avec Alexis Tsipras pendant les élections européennes, les deux étant alors candidats à la présidence de la Commission ? Le très bien informé Der Spiegel affirme qu'Angela Merkel n'exclurait pas une sortie de l'euro de la Grèce en cas de victoire de Syriza, et si François Hollande dit respecter le choix souverain des Grecs, il n'estime pas moins que le prochain gouvernement devra poursuivre le remboursement de la dette. Les dirigeants européens sous-entendent ou affirment tous renier la démocratie si Syriza gagne les élections.

Pour rassurer ses probables « partenaires » européens, et gagner les indécis, Syriza a donc adouci son programme : la sortie de l'euro envisagée a été sortie du programme, le parti parle de négocier une partie de la dette et non plus de l'annuler d'un trait de plume. D'après les sondages, le parti ne remporterait pas la majorité absolue, ce qui l'obligerait à former un gouvernement de coalition, même avec la prime de 50 députés au-dessus de 35%. Le parti communiste excluant toute alliance, Syriza se verrait tourné vers les petits partis de gauche moins radicaux que lui, voire même un petit parti de droite anti-européen. De quoi adoucir le mouvement politique et rassurer les dirigeants européens. Que d'efforts!

Le peuple grec est donc à un tournant de son histoire. Soit il choisit de réitérer la tutelle de la Troïka et du gouvernement allemand. Soit il choisit Syriza, et rejette ainsi la tutelle extérieure, réaffirme sa souveraineté, approuve la relance contre l'austérité, décide de sortir de l'urgence humanitaire. Le peuple grec signerait également l'arrêt de mort de la démocratie bi-partite issue de la fin de la dictature des colonels. En somme, sa transition politique serait véritablement achevée.

Mais Syriza aussi aura un choix important à faire. Comment réaliser des compromis sans se compromettre ? Si le parti se lie les mains en choisissant une coalition lui empêchant de réaliser son programme, ou s'il cède face aux injonctions bruxelloises et allemandes, Syriza aura perdu son âme. Alexis Tsipras et ses camarades le savent. Et je leur fais confiance.

